

*Les crédits*

production du travailleur moyen vaut environ 54 000 \$ par année. Selon cette même étude, si nous réduisons le nombre de chômeurs de moitié ou de 575 000 personnes, nous aurions une production supplémentaire de 54 000 fois ce nombre, soit 31 milliards de dollars ou 5 p. 100 de plus par année. La Banque Toronto-Dominion, de qui vient cette étude, est une organisation plutôt conservatrice.

À mon avis, il faudrait que les Canadiens comprennent ce que cela signifie. Au Canada, le travailleur moyen a un rendement équivalent à environ 54 000 \$ par année. Il ne s'agit pas en l'occurrence ni d'un employé qui touche une très forte rémunération et qui offre toute sorte de biens et services, ni d'un employé qui touche un salaire médiocre. Si le taux de chômage au Canada se situait à peu près au même niveau que dans les pays d'Europe occidentale ou de Scandinavie, nous disposerions de 31 milliards de dollars de plus par année. Songez seulement à ce que nous pourrions accomplir avec 31 milliards de plus par année. Nous pourrions réduire le déficit du gouvernement, financer l'enseignement et les services de santé, favoriser la recherche et le développement, et rendre l'économie plus productive, plus humaine et plus accessible partout à tous les Canadiens.

Outre la perte de 31 milliards de dollars par année, imaginez le fardeau financier qu'imposent plus d'un million de chômeurs au Canada. Songez à tout l'argent que nous devons distribuer chaque année sous forme de prestations d'assurance-chômage. Au Canada, la somme que les gouvernements fédéral et provinciaux doivent allouer à la sécurité sociale et au bien-être social est astronomique. Nous ne disposons même pas d'un moyen approprié pour calculer les autres frais associés aux soins de santé. Combien en coûte-t-il chez nous chaque année en soins de santé supplémentaires du fait que le nombre de chômeurs dépasse le million?

Comment évaluer chez nous ce que coûte l'augmentation de la criminalité, voire toute la peine qu'éprouvent les chômeurs parce qu'ils n'ont pas d'emploi et ne disposent pas des moyens de nourrir leur famille? À mon avis, le gouvernement ferait oeuvre utile s'il parvenait à mettre au point une méthode pour calculer ce que coûte le chômage élevé, de façon que les Canadiens puissent se faire une idée des conséquences que représentent pour eux, aussi bien individuellement que collectivement, plus d'un million de chômeurs.

Vu ces chiffres, le gouvernement ne devrait avoir de cesse qu'il n'ait doté le Canada d'une politique de plein emploi. Or, pour autant que je puisse le constater, le gouvernement ne s'en soucie guère.

Au Canada, les crédits que nous consacrons à atténuer les rigueurs du chômage servent, non pas à créer des emplois, mais à alimenter la Caisse d'assurance-chômage, celle du bien-être social et celle de la sécurité sociale. Ainsi, la Suède consacre 2,38 p. 100 de son produit national brut à atténuer les rigueurs du chômage, alors que le Canada y consacre à peine un peu moins, c'est-à-dire 2,1 p. 100.

Ce qui est vraiment intéressant, c'est la façon dont l'un et l'autre pays dépensent cet argent. En Suède, environ 71 p. 100 de l'argent sert notamment à des programmes de formation et d'orientation propres à convaincre les chômeurs suédois de trouver du travail. Seulement 29 p. 100 environ de cet argent est distribué sous forme de prestations d'assurance-chômage. Au Canada, la situation est tout à fait inverse. En effet, au Canada, nous distribuons 76 p. 100 de ces crédits sous forme par exemple de prestations d'assurance-chômage, alors que nous n'en utilisons que 24 p. 100 pour financer les changements structureaux propres à créer des emplois.

Je suis d'accord avec le ministre quand il dit qu'il s'agit là d'une critique tout à fait fondée. Nous devrions changer cela. Je suis complètement d'accord avec le ministre sur le fait que nous devrions changer cela et consacrer dans notre pays une bien plus grande partie de nos ressources et de notre créativité à essayer de créer des emplois à long terme pour les travailleurs. Cela n'a pas été le cas dans le passé; il s'agit donc d'une critique valable qui a été formulée par un certain nombre de personnes, notamment, je crois, par les représentants du Conseil économique du Canada.

Ce n'est pas seulement le gouvernement de notre pays qui semble dépenser trop peu d'argent pour essayer de trouver des emplois décents et pour former les gens d'un bout à l'autre du pays, mais le monde des affaires fait de même. Pour autant que je sache, celui-ci dépense environ 0,5 p. 100 des traitements et salaires à la formation des employés. Les États-Unis, nos voisins du Sud, dépensent environ 1 p. 100 pour la formation, ce qui est à peu près le double.

L'économie américaine n'est pas florissante non plus. Les Américains ont des taux de chômage bien plus élevés que les Scandinaves, les Européens de l'Ouest ou le Japon, mais ils dépensent deux fois plus d'argent dans le secteur privé pour former les gens capables d'occuper les emplois qu'offre la société industrialisée moderne.

Actuellement, le gouvernement fédéral réduit, relativement s'entend, les dépenses pour le recyclage et l'orientation des personnes qui se trouvent sur le marché du travail. Ce sont certains des faits que nous devrions